

\* Nous avons créé un nouveau fonds discrétionnaire permettant de financer des projets réalistes et prometteurs qui ne sont admissibles en vertu d'aucune des catégories actuelles.

\* Les corporations et les organismes du gouvernement, qui sont en mesure de contribuer au succès d'une foire commerciale ou d'une mission organisée par le gouvernement, pourront dorénavant participer à de telles activités en compagnie de leurs partenaires de l'industrie.

\* Nous avons de plus amélioré les conditions applicables au remboursement et à la présentation des rapports dans le cas de foires commerciales et de visites organisées à l'initiative de l'industrie.

Comme la séance de ce matin l'a très bien fait ressortir, le Canada a de nombreux défis à relever dans le domaine du commerce.

Nous devons d'abord mettre en oeuvre l'Accord de libre-échange d'une façon qui permette à nos exportateurs de profiter au maximum des possibilités offertes par l'Accord.

Nous devons faire face à l'intégration de la Communauté européenne prévue pour 1992 et aux répercussions qu'elle aura sur les Canadiens, non seulement en Europe, mais partout dans le monde et même chez nous.

Il nous faut tenir particulièrement compte des nouveaux marchés, d'ailleurs fort dynamiques, dans la région de l'Asie Pacifique.

Nous serons appelés de plus en plus à concurrencer les nouveaux pays industrialisés dont l'économie et la technologie s'accroissent sans cesse.

Cependant, notre plus grand défi ne provient pas de nos voisins du sud, ni même de l'autre côté de l'Atlantique ou du Pacifique.

Non. Il a sa source ici même, au Canada.

Il s'agit d'un problème de mentalité.

Nous nous sommes toujours enorgueillis d'être une grande nation commerçante. Il nous faut maintenant faire en sorte que se développe au Canada une mentalité d'ouverture sur le monde, une véritable culture commerciale.

Les Canadiens comprennent-ils vraiment jusqu'à quel point notre niveau de vie, nos programmes de bien-être social et notre qualité de vie, lesquels font l'envie du monde entier, sont tributaires des marchés étrangers?